

TRIBUNE

La France est la mieux placée pour lancer un service civique européen

Le gouvernement Castex dossier

La présidence française du Conseil de l'UE, qui débute le 1er janvier, est une occasion unique de lancer cette initiative, la plus ambitieuse pour les jeunes citoyens européens depuis Erasmus.



Au palais Farnèse, siège de l'ambassade de France, à Rome, le 13 juin 2018. (TIZIANA FABI/AFP)

par Sylvain Waserman, Député du Bas-Rhin, vice-président de l'Assemblée nationale et Marie Trelu-Kane, Fondatrice d'Unis-Cité, à l'origine du Service Civique des jeunes en France

publié le 7 septembre 2021 à 21h53

La présidence française du Conseil de l'Union européenne est une occasion unique de lancer une vision d'avenir et des projets concrets pour la traduire. Cette présidence, qui débute le 1er janvier, a besoin d'une initiative phare pour la jeunesse européenne, qui réponde à son envie d'engagement et qui soit porteuse de sens et d'espoir. Le lancement, à grande échelle, d'un service civique européen serait un étendard majeur de la construction européenne, le plus ambitieux depuis Erasmus.

La France serait le pays d'Europe le plus légitime, le plus expérimenté et le plus outillé pour lancer un tel projet.

Légitime parce que la France a déjà mis en place un service civique, et qu'elle est le pays au monde où cette «année de césure citoyenne» est la plus développée, avec plus de 130 000 jeunes engagés en 2020, et 240 000 prévus en 2021. La France est, avec son service civique, fer de lance en matière d'engagement de la jeunesse et, grâce à l'impulsion du monde associatif, a développé un modèle unique en Europe, voire dans le monde.

A lire aussi

Pour une Europe de la jeunesse et de la vérité

Opinions

27 sept. 2018

Expérimenté, car nous avons plus de vingt-cinq ans de recul, les premières expérimentations associatives du concept datant de 1995 (avec Unis-Cité), et le premier cadrage institutionnel de 2005 (avec le service civil volontaire). Les acteurs associatifs sont nombreux sur l'ensemble de notre territoire et ils proposent aujourd'hui aux jeunes une multitude de missions d'intérêt général, ont imaginé des modalités d'action adaptées au monde urbain et au monde rural, ainsi qu'à la diversité de nos besoins sociaux et environnementaux, depuis le maintien à domicile des personnes âgées, la lutte contre les addictions, l'égalité de genre, l'accès de tous à la culture ou au sport, la protection de l'environnement ou la promotion des valeurs de respect et de solidarité dans les cours d'école. Innovateurs et précurseurs, il s'agit d'une véritable mosaïque d'initiatives locales et de grands programmes nationaux.

Outillé enfin, avec un écosystème éprouvé et structuré autour de l'Agence du service civique, d'un comité stratégique associant toutes les parties prenantes, depuis le monde institutionnel jusqu'à la société civile dans sa diversité, et des partenaires associatifs experts capables à la fois d'innover et d'accompagner son déploiement aux côtés de l'Etat.

Les contours d'un service civique européen pourraient être tracés par la présidence française, ainsi que la proposition d'une vision ambitieuse pour les années à venir.

Un engagement d'un an ?

Aujourd'hui, seuls quatre pays ont véritablement développé le service civique (la France, l'Allemagne, l'Italie et le Luxembourg) : une coopération renforcée pourrait donner une dimension européenne systématique à ces dispositifs nationaux, à l'instar de la coopération franco-italienne annoncée par le président de la République. Un service civique européen pourrait d'abord s'appuyer sur les dispositifs nationaux et proposer des périodes d'engagement d'un an environ (avec par exemple six mois de service civique dans son propre pays et six mois dans un autre pays de l'Union) pour que l'engagement citoyen que représente un service civique soit à la fois local et européen...

Pour cela, chaque pays utiliserait le socle de son service civique national pour indemniser et donner un statut protecteur au jeune, et l'Union assumerait les coûts liés à l'organisation de la dimension européenne et ceux liés au déplacement du jeune pour sa mission à l'étranger (l'hébergement du jeune en dehors de son pays, le transport, les cours d'initiation à la langue notamment). Pour les pays n'ayant pas encore de dispositif national, l'Europe prendrait en charge l'ensemble de l'expérience de service civique, à la fois nationale et européenne, via le corps européen de solidarité d'ores et déjà en place par exemple. Nous pourrions ainsi lancer un véritable «*Erasmus de l'engagement*».

Le service civique européen se déroulerait en équipe, regroupant plusieurs nationalités, sur des projets d'intérêt social correspondant aux besoins des territoires, à l'instar de ce qu'Unis-Cité a expérimenté avec son programme «Européens et Solidaires» à Metz en 2020 et 2021 en partenariat avec le Collectif pour un service civique européen. A la différence d'Erasmus, qui se focalise sur les étudiants en études supérieures, ce service civique européen pourrait ainsi rassembler la diversité de nos jeunes et leur faire vivre une expérience forte de mixité sociale ; il permettrait aux jeunes qui n'ont jamais eu la chance de sortir de leur pays, aux jeunes décrocheurs ou aux jeunes qui se sentent sans perspective, de se sentir à leur tour non seulement considérés et utiles, mais aussi citoyens actifs.

Un message d'espoir et de confiance

Un service civique de six à douze mois, c'est une chance unique pour un jeune de s'aider lui-même en aidant les autres. S'engager sur des projets au service de l'intérêt général, vivre une expérience collective, est une étape structurante dans une vie ; les jeunes en France qui ont eu la chance de vivre un service civique ont changé profondément leur regard sur la société et sur leur propre rôle et responsabilité dans celle-ci. Avec un service civique européen, cette expérience prendrait une dimension plus grande encore : de jeunes européens côte à côte autour des mêmes projets, du même engagement, de la même volonté de changer le monde qui les entoure, de construire leur territoire et l'Europe à la fois. Pour eux, la vision de l'altérité européenne sera à jamais différente. L'Autre, le voisin européen, ne sera plus jamais vraiment un inconnu ; il sera d'abord quelqu'un avec lequel on peut construire un avenir commun, un «frère ou une sœur d'engagement».

L'enjeu est donc de fédérer les énergies des jeunesses européennes autour d'une expérience forte d'engagement conjointe, grâce à un dispositif étendard puissant s'appuyant sur la réussite et la solidité du service civique français. Et, sans aucun doute, de prouver que ces missions et cette expérience, menées ensemble, les aideront à imaginer et bâtir l'avenir européen, mais aussi à se penser européen.

Notre jeunesse européenne, dans chacun de nos pays, a souffert du Covid-19. Il est nécessaire et juste de leur proposer de nouvelles perspectives de vie, d'épanouissement, d'engagement, mais aussi de leur permettre de vivre l'Europe pleinement. La France a une occasion unique de marquer sa présidence du Conseil de l'Union européenne avec ce magnifique message d'espoir et de confiance pour toute la jeunesse européenne.